

La soi-disant « réconciliation nationale » : désordonnée et vouée à l'échec !

Tribune – Edito - Adrien R. Ratsimbaharison

La Constitution de la 4ème République stipule clairement dans son article 168 que : « Dans le cadre du processus de réconciliation nationale, il est institué un Conseil du Fampihavanana Malagasy dont la composition, les attributions, et les modalités de fonctionnement sont déterminées par la loi. » Ce Conseil du Fampihavanana (Réconciliation) Malgache, qui est également connu par son abréviation malgache FFM, a déjà été mis en place, et a commencé son travail depuis le gouvernement de transition dirigé par Andry Rajoelina. Il est à noter, cependant, qu'il a jusqu'à présent échoué dans sa tentative de réconcilier les deux principaux protagonistes de la dernière crise, Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina. Néanmoins, la FFM existe toujours, et il est toujours opérationnel !

Malgré cette disposition claire de la Constitution (et de la Feuille de Route signée par les principaux acteurs politiques en 2011), le président nouvellement élu de la 4ème République, Hery Rajaonarimampianina, a fait de la réconciliation nationale son programme politique principal, et s'est lui-même proclamé comme étant le « meneur de la réconciliation nationale. » Par conséquent, il a poussé de côté, non seulement le FFM légalement institué, mais aussi le Conseil des Églises chrétiennes (ou FFKM), considéré par la plupart des gens comme l'autorité morale traditionnelle et qui avait réussi à jouer le rôle de réconciliateur national dans le passé (en particulier pendant la crise de 1991-1992). Il est à noter qu'aussi bien le FFM que le FFKM, et d'autres organisations comme le CRN du Professeur Albert Zafy, continuent de revendiquer leurs rôles de réconciliateurs nationaux au même titre que le nouveau président. Ainsi, dès le début, le processus de « réconciliation nationale » dans le cadre de la 4ème République est désordonné et déroutant ! Qui fait quoi et comment ? Personne ne sait exactement !

Pour ajouter plus de confusion dans ce processus, le nouveau président et son équipe, particulièrement son Premier ministre Kolo Roger et son directeur de cabinet Henri Rabary-Njaka, s'amusent avec différentes conceptions et scénarios de ce qu'ils veulent considérer comme étant la « réconciliation nationale. » Ainsi, le président a déclaré récemment qu'il aurait deux options (ou « deux portes ») : la première consisterait à appliquer strictement la loi (suivant son slogan de faire de Madagascar un « État de droit »), et la seconde serait de « réconcilier les gens. » L'on ne sait pas trop, cependant, quelle option il choisirait effectivement. Le fait est que son gouvernement est maintenant en train de poursuivre activement en justice l'ancien président Marc Ravalomanana, l'accusant d'être entré « en catimini » dans son propre pays ! Pour sa part, le Premier ministre Roger Kolo a déclaré que réconcilier le peuple malgache signifierait « donner à chacun les mêmes droits ». Enfin, l'homme à tout faire du régime, Henri Rabary-Njaka, a suggéré que Marc Ravalomanana ne serait qu'une « toute petite partie de la réconciliation nationale. »

En ce qui concerne le processus de réconciliation lui-même, on ne sait pas comment le président et son équipe vont entreprendre cette tâche. Jusqu'à présent, le président a dit qu'il allait parler avec l'armée, car il y aurait des blessures à guérir et des ressentiments en son sein. Mais qu'est-ce qu'il va dire à l'armée, et avec qui veut-il réconcilier cette armée ? Personne ne le sait ! En plus de ce manque de plan d'action, il n'y a aucun signe jusqu'à présent pour imaginer que le président et son équipe ont déterminé des critères objectifs qui leur permettraient d'évaluer l'achèvement et la réussite ou l'échec de cette soi-disant « réconciliation nationale ».

En somme, sans définition claire de ce qu'ils veulent entendre par « réconciliation nationale », sans plan d'action précis et sans critère objectif de réussite ou d'échec, Hery Rajaonarimampianina et son équipe se sont lancés dans une mission de réconcilier des « gens » dont on ne sait pas exactement qui ils sont et comment vont-ils les réconcilier ! Toute personne sensée en tirerait la conclusion que ce genre de « réconciliation nationale » est vouée à l'échec ! Mais, on peut aussi se demander si l'échec même n'est pas leur objectif inavoué. En effet, si les Marc Ravalomanana, les Didier Ratsiraka, les Albert Zafy, les Andry Rajoelina et les autres ne peuvent être réconciliés (ou refusent de se réconcilier), ce ne serait pas la faute du régime ! En d'autres termes, l'échec inévitable de cette soi-disant « réconciliation nationale » permettrait ainsi à Hery Rajaonarimampianina et son équipe de blâmer les autres et de rester tranquillement au pouvoir !

(adapté de l'original publié en anglais sur Medium <https://medium.com/@ratsimbaharison...>)

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/La-soi-disant-reconciliation,20455.html>